



AGENDA

Toutes les séances de l'Académie sont actuellement suspendues et ce jusqu'au lundi 7 décembre.



DÉPÔT D'OUVRAGE

Bernard Stirn a déposé sur le bureau de l'Académie l'ouvrage d'Aurélien Antoine, *Le Brexit, une histoire anglaise*, Dalloz, collection Les sens du droit, série Essais, paru le 16 septembre 2020.

L'essai présente le grand intérêt d'un recul historique, qui situe dans le temps long les relations complexes de l'Angleterre avec le continent européen. « On peut continuer de rêver, de part et d'autre de la Manche, à ce qu'eût été l'Europe si la fortune des Plantagenêts avait été durable » a écrit Jean Favier. Après la dissolution de l'empire angevin, l'Angleterre a cherché à préserver un équilibre sur le continent avant que le Royaume-Uni de la reine Victoria, maître des mers et du commerce, n'exerce un véritable leadership mondial. Un lent déclin s'est ensuite engagé qui a conduit la Grande-Bretagne à rejoindre l'Europe communautaire, sans doute plus par résignation que par conviction. Les Britanniques n'ont pas cessé de se penser à la convergence des trois cercles évoqués par Winston Churchill, le cercle transatlantique, le cercle du Commonwealth et le cercle de l'Europe (...).

[Lire la suite](#)



LUNDI 2 NOVEMBRE

Le pouvoir monétaire

Jacques de Larosière, membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Jacques de Larosière rappelle que ce n'est pas l'État seul qui exerce le monopole du pouvoir monétaire, même s'il crée la monnaie nationale. En effet, depuis les temps modernes, les banques privées sont partie prenante, comme l'atteste la puissance des banques florentines, notamment au Quattrocento.

Pour comprendre les composantes du pouvoir monétaire et les rebondissements de l'histoire qui ont conduit à la politique monétaire actuelle, Jacques de Larosière montre d'abord que la monnaie a toujours été un enjeu de pouvoir. Les États ont toujours cherché à s'assurer le maximum de pouvoir monétaire. Afin de garantir la confiance de leurs sujets dans leur monnaie, ils se sont résolus à définir leurs devises nationales par un poids de métal précieux (or ou argent). La monnaie est donc devenue une valeur réelle (un poids de métal) et pas seulement une unité de compte. Toutefois, avec le développement du commerce international aux XVII^e et XVIII^e siècles, les unités monétaires ont pris la forme de billets émis par les banques centrales. C'est l'avènement de la monnaie fiduciaire et du cours légal. Avec la guerre de 1914, pour financer les dépenses militaires, les gouvernements ont émis des quantités de monnaie dépassant largement les stocks d'or des banques centrales, abandonnant un siècle d'étalon-or et déclarant le « cours forcé ». Cela donne une dimension nouvelle au pouvoir monétaire : la monnaie devient un moyen de puissance avant d'être une unité de valeur. La guerre justifie d'écarter la contrainte de l'étalon-or. Après la guerre, les devises se détachent du métal et leurs taux de change commencent à flotter. L'inflation et les habitudes d'endettement de la Première Guerre mondiale ont eu raison de la stabilité du système financier mondial.

Le XIX^e siècle et l'étalon-or constituent une remarquable parenthèse dans l'histoire du pouvoir monétaire. Même si les monnaies restaient nationales et objets de pouvoir, c'est une période de coopération monétaire internationale sans égale. Selon le système de l'étalon-or, chaque monnaie était définie par un poids d'or, qui restait fixe, ce qui instaurait donc des rapports de change en principe irréversibles. La contrainte de la convertibilité or des billets émis par les banques centrales empêchait l'explosion des déficits budgétaires. Malgré ses défauts (notamment le fait d'être tributaire de la production du métal) ce système de l'étalon-or, auquel les États se sont soumis volontairement, sans obligation formelle, favorisa un siècle d'expansion économique, dans un contexte de grande stabilité monétaire.

La question monétaire a toujours été celle d'une tension entre pouvoir politique et stabilité. En effet, pour le pouvoir politique, la monnaie est une perpétuelle tentation (que ce soit pour financer des besoins militaires ou l'État-providence) et apparaît comme une alternative à la levée d'impôts. Mais le financement monétaire favorise l'inflation. À force de créer de la liquidité sans rapport avec la production, on déprécie la monnaie, le prix des produits tend à augmenter et à la longue cela appauvrit les ménages. Or le monde dit « développé » s'est enfoncé dans l'inflation après la fin des accords de Bretton-Woods et la suppression de la convertibilité en or du dollar en 1971. L'inflation s'est installée. Les États l'ont entretenue par toute une série de facilités qu'ils se sont accordées, mettant à contribution les banques centrales. Parallèlement, s'est mis en place un mouvement, mondial, pour instaurer l'indépendance des banques centrales – afin de contrer la tentation trop forte des États de créer de la monnaie. Grâce aux banques centrales mais surtout à un ensemble de facteurs structurels, l'inflation a fini par se réduire au cours des années 80 pour atteindre des niveaux très faibles. Toutefois si l'inflation des prix à la consommation s'est réduite, l'inflation des actifs financiers et immobiliers est une source de déstabilisation importante du système financier. À force de peser à la baisse sur les taux d'intérêts, les banques centrales ont par ailleurs facilité l'endettement des Trésors, la faible charge des taux d'intérêts n'incitant plus les États à faire des réformes et réduire leurs déficits. Cette situation est alarmante. La création monétaire illimitée fragilise le système financier et décourage l'investissement productif donc la croissance. Mais le fait de changer de cap risque de déstabiliser les marchés et déclencher une crise des dettes souveraines. Si le pouvoir politique a accepté de rendre les banques centrales « indépendantes » ; en période de crise, il entend que la monnaie soit mise au service du plein emploi et ne déstabilise pas les marchés. Les banques centrales sont en fin de compte dans la main des États et il semble peu probable que le souci de stabilité monétaire prime. Article à [télécharger](#).

DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

Du 12 au 14 octobre, **Marianne Bastid-Bruguière** a participé en visio-conférence au colloque international du **600^e anniversaire de la construction de la Cité interdite** tenu à Pékin sur l'histoire des dynasties Ming et Qing. Son intervention portait sur la conception du pouvoir central à la fin des Qing.

Mardi 20 octobre, **Mireille Delmas-Marty** participait à « La Grande table » (*France Culture*) sur ce que peut le droit face au terrorisme : **Face au terrorisme, le droit, une boussole ?** (32'). Si, « *face aux fureurs sacrées, la réponse rationnelle arrive trop tard* », le droit, dans un État de droit, peut trois choses : résister, responsabiliser, anticiper. Le 23 octobre, elle signait une tribune dans *Le Monde* : « **Nous basculons vers un droit pénal de la sécurité, qui traite le suspect en criminel** » et, le 24 octobre, à la suite, elle répondait à Frédéric Taddei, sur *Europe 1* (16' - 28'48) et s'interrogeait : « *Est-ce que qu'on peut bâtir un modèle viable uniquement sur la peur ?* ».

Le 20 et le 21 octobre, *La Croix*, *Le Figaro*, *Kto*, *La Vie* ont relaté la rencontre interreligieuse qui s'est tenue à Rome le 20 octobre à l'initiative de la communauté Sant' Egidio, en présence du président de la République italienne, et à laquelle ont participé le pape François, le patriarche œcuménique de Constantinople, le secrétaire général du Comité supérieur de la fraternité humaine et le grand rabbin **Haim Korsia**. Dans son allocution (*Ktotv*, début 1h41), celui-ci a rendu hommage à Samuel Paty, dont la mort nous oblige « *à poursuivre son combat dans la fraternité mais sans faiblesse et sans peur.* » Le 21 octobre, H. Korsia signait dans *Le FigaroVox* « **La thèse du loup solitaire offre un prisme trop commode pour nous exonérer de nos responsabilités** », en appelant à une mobilisation générale reposant sur la convergence entre la force de la contrainte de la loi et un message d'espérance dans l'homme.

Le Point du 22 octobre recommande, pour cultiver l'*otium* des Anciens – « *une forme de loisir pas oisif* » –, la lecture des *Grands Mythes pour les nuls* (*First*, 371 p.), « *troussé par le très pédagogue* » **Pierre Brunel**.

Samedi 31 octobre, **Pierre-André Chiappori** a participé à l'émission « Affaires étrangères » de Christine Ockrent (*France Culture*) consacrée à « **La Présidentielle américaine : les États-clés** ».

Rémi Brague et **Chantal Delsol** ont signé, avec d'autres intellectuels et évêques, une tribune dans *Le FigaroVox* lundi 2 novembre, appelant à lever l'interdiction des messes : « *La liberté de culte ne peut se négocier, surtout en des temps où elle est menacée* ». Dans ce journal, **Chantal Delsol** signait le 23 octobre, « **Covid-19, on abolit l'existence à force de vouloir protéger la vie nue** », une tribune dans laquelle elle constate que « *l'hygiénisme a pris le dessus* » à une époque où, après la faillite des idéologies, domine ce que la philosophie contemporaine appelle « *la vie nue* ». Toujours dans *Le FigaroVox*, le 31 octobre, **Rémi Brague** a accordé un grand entretien dans lequel il tire les enseignements de l'attentat perpétré à Notre-Dame de Nice : « **Que cela plaise ou non, la France est attaquée en tant que nation chrétienne** ». Il y souligne l'opposition entre le système de normes des pays occidentaux, fondé sur la raison et la conscience, et celui des sociétés musulmanes, basé sur le respect de la loi dictée par le Coran.

SEANCE SOLENNELLE ANNUELLE DES CINQ ACADÉMIES

Mardi 27 octobre s'est tenue la traditionnelle séance annuelle de rentrée des cinq académies sur le thème de « La différence ». **Jean-François Mattei** était le délégué de l'Académie des sciences morales et politiques. Son discours, « **Les différents modes de confiance face à l'adversité** » peut être réécouté (de 11'05" à 22') sur la chaîne Youtube de l'Institut, de même que l'ensemble des discours prononcés pour l'occasion. Il est à lire sur sa page d'académicien.

VIE DES FONDATIONS

Jeudi 22 octobre, la **Fondation Saint-Omer – Valeurs transatlantiques** a tenu une demi-journée d'étude à l'Institut de France : **France / Amérique. Regards croisés des voyageurs sur la vie politique Outre-Atlantique au XVIII^e siècle**. Les contenus audiovisuels en seront prochainement publiés sur le [site de la Fondation](#).

À SAVOIR

Le 14 octobre, à la demande de M. Koné, Gouverneur de la BCEAO, **Jacques de Larosière** a évoqué ses souvenirs professionnels relatifs à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et à l'Union Monétaire Ouest Africaine. [À lire](#) sur sa page d'académicien. Le 15 octobre, lors de la Conférence de l'Eurogroupe50 sur l'environnement monétaire post-covid 19, il est intervenu à la table ronde sur l'impact international de la politique monétaire de la Fed en montrant le rôle déterminant de la Fed dans la conduite de la politique monétaire, disant pourquoi la « nouvelle donne » décidée par la Fed le 15 septembre dernier pose un problème de logique, de cohérence et de transparence. [À lire](#).

Lundi 19 octobre, **Jean-Claude Trichet** a participé à un panel organisé par le *Peterson Institute for International Economics* (PIIE), think tank de Washington, à l'occasion de la réunion de son Conseil d'administration. Samedi 24 octobre, il a prononcé un discours lors du second *Shanghai Bund Summit* organisé par le *China Finance 40 Forum* (CF40) à Shanghai. L'interview qu'il avait donnée le 16 octobre à Richard Quest pour *CNN international*, « **Il y a des limites à la dépense publique** » (cf *Lettre d'information* du lundi 19 octobre) est à réécouter sur [Youtube](#).

À LIRE

La [préface](#) de **Jean-Claude Trichet** à l'ouvrage collectif *Le patriotisme économique a-t-il un sens aujourd'hui ? – Ou la mondialisation en question*, publié sous la direction de Christian de Boissieu et Dominique Chesneau, paru le 15 octobre 2020 (Maxima Laurent du Mesnil Éditeur).

La Psychologie de l'enfant, d'**Olivier Houdé**, Que sais-je ? 128 p. (Nouvelle édition, 21 octobre 2020). De nouvelles découvertes sur le développement du cerveau et de l'intelligence ont modifié nos connaissances sur la psychologie de l'enfant. Rendant hommage à l'œuvre de Jean Piaget, **Olivier Houdé** réexamine sa théorie et propose une conception nouvelle du développement de l'intelligence.